

africain? Ceux qui ont douté de la valeur du multilatéralisme et de l'ONU doivent sûrement être en train de reconsidérer leurs positions.

Le récent rapport du Secrétaire général sur le travail des Nations Unies est un document qui devrait inspirer les délibérations de cette assemblée. Au moment où naît un véritable espoir de paix, la voie que nous devons prendre se dessine clairement devant nous : c'est celle de la conciliation, et non de la confrontation, entre l'Est et l'Ouest; celle de la coopération et de la générosité, et non des revendications et de l'inflexibilité, dans les relations Nord-Sud; celle de la négociation, et non de l'agression, dans les conflits régionaux; celle de l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée il y a 40 ans.

Nous devons donner espoir à ceux qui aujourd'hui sont privés de leur liberté d'expression, en étant réduits au silence à la pointe du fusil. Nous devons entretenir la flamme de la liberté partout où les droits fondamentaux sont bafoués. Nous devons renforcer le rôle pacificateur du Conseil de sécurité et son action en faveur du maintien de la paix dans le monde entier. Cela est possible, moyennant l'aide de tous les membres de cette assemblée.

Monsieur le Président, la course aux armements, les conflits régionaux et la menace d'un holocauste nucléaire ont été au centre des préoccupations de l'ONU pendant deux générations, et il continuera d'en être ainsi. Mais je crois que nous sommes à un point de notre histoire où nous devons consacrer beaucoup plus d'énergie politique à des problèmes autres que ceux de la sécurité, des problèmes tout aussi importants mais auxquels, jusqu'ici, nous avons accordé une moindre priorité.

Je pense, précisément, au double défi que représentent l'extrême pauvreté de certains pays et les graves menaces qui pèsent sur notre environnement. Je crois qu'il n'y aura pas de véritable sécurité tant que ces problèmes n'auront pas été réglés.

Ces questions figuraient en une place prioritaire à l'ordre du jour des trois sommets internationaux dont le Canada a été l'hôte l'an dernier, soit : le Sommet de la Francophonie, la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth et le Sommet économique. Les chefs d'État et de gouvernement que j'ai rencontrés à ces occasions m'ont paru plus convaincus que jamais de la possibilité d'apporter de véritables solutions à

ces problèmes avant la fin du siècle. Ceux-ci doivent obtenir la même priorité aux Nations Unies.

La pauvreté menace la sécurité, elle compromet l'égalité, elle tue l'espoir. On estime aujourd'hui qu'au moins un milliard de personnes vivent dans un extrême dénuement, des hommes, des femmes, et des enfants qui ont faim, qui sont souvent malades, qui sont illettrés et qui meurent en bas âge. . .

À Toronto, les dirigeants des grandes nations industrialisées ont renouvelé leur engagement d'œuvrer en faveur d'une croissance économique continue, dans l'intérêt aussi bien des pays industrialisés que des pays en développement.

Nous nous employons aussi à décloisonner le système commercial international pour le rendre plus accessible et plus profitable à toutes les nations. Il sera renforcé au niveau bilatéral, comme il l'est avec l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, le plus grand traité commercial de l'histoire entre deux pays. Il peut aussi être renforcé sur le plan régional, comme il l'a été au sein de l'ASEAN et comme il le sera graduellement en Europe d'ici 1992. Et il doit être renforcé par le truchement du GATT et de pourparlers multilatéraux comme les négociations commerciales de la Ronde Uruguay. Il est essentiel de faire progresser ces négociations à l'occasion de l'examen à mi-parcours qui doit avoir lieu à Montréal en décembre sous les auspices du GATT.

Il est aussi essentiel d'accroître l'aide au développement, surtout celle destinée aux pays les plus pauvres. Le Canada vient de terminer une revue de sa politique d'aide publique au développement. Nous avons remanié nos priorités de manière à reconnaître aux femmes un rôle particulier dans le développement, à améliorer qualitativement et quantitativement l'aide que nous accordons, et à la concentrer sur les populations les plus démunies dans les pays les plus pauvres.

C'est pourquoi le Canada a décidé d'annuler entièrement les dettes au titre de l'aide publique au développement d'un grand nombre de pays. Il serait ridicule, après tout, que des prêts accordés à des fins de développement deviennent eux-mêmes des entraves à ce développement.

Il ne s'agit pas d'une attitude altruiste. Tous les pays, qu'ils soient du Nord ou du Sud, riches ou pauvres, trouveront également leur compte dans un partage plus équitable de la richesse mondiale. C'est d'ailleurs pourquoi notre pro-

gramme d'aide est maintenant entièrement composé de subventions.

L'aide canadienne continuera d'augmenter pour atteindre l'objectif de 0,6 % du produit national brut d'ici 1995, et celui de 0,7 % d'ici l'an 2000, soit dans moins de 12 ans.

La meilleure façon peut-être d'illustrer l'importance que notre pays attache aux Nations Unies serait de signaler qu'il se classe au quatrième rang par ses contributions et que celles-ci sont destinées pour la plupart à l'aide au développement. Mais les Canadiens en général sont d'avis que nous devrions en faire davantage.

L'Afrique est un cas particulier. Le Canada a pris ses responsabilités au sérieux dans la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. En 1986-1987, il a déboursé près d'un milliard de dollars en Afrique par les différentes filières de l'aide au développement, soit multilatérales, bilatérales et non gouvernementales. Au cours des cinq prochaines années, l'Afrique recevra près de la moitié de toute notre aide bilatérale.

Mais le commerce et l'aide des pays industrialisés ne suffiront pas à enrayer la pauvreté, que ce soit en Afrique ou ailleurs. Il faudra aussi que les nations visées adoptent des politiques économiques et des stratégies de développement solides. . .

Les énergies libérées par l'accroissement de la sécurité dans le monde doivent être consacrées à deux problèmes également urgents. L'un de ceux-là est la pauvreté. L'autre est la protection de l'environnement.

Le monde vit actuellement une crise environnementale comme il n'en a jamais connue jusqu'ici. La Nature nous lance un cri d'alarme que nous aurions grand tort de ne pas écouter. Cette crise se manifeste partout autour de nous : pénuries de bois d'œuvre, épuisement des sols, désertification, épuisement des stocks de poissons, troupeaux de phoques décimés dans la Mer du Nord; au Canada, des bélugas viennent s'échouer sur les rives du Saint-Laurent. Certains disent même que nous avons atteint un point où la survie de l'humanité est menacée.

La présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, le Premier ministre Brundtland, a déclaré que la menace qui pèse sur notre environnement n'est surpassée